



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ARIÈGE

PRÉFECTURE

Direction des libertés publiques,
des collectivités locales et des affaires
juridiques
ELECTIONS ET POLICE ADMINISTRATIVE

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL MODIFICATIF

**modifiant l'arrêté d'autorisation d'exploiter une
carrière de talc délivrée le 25 septembre 1990 à
la société Talc de Luzenac sur les communes de
Bestiac, Lordat, Montségur et Vernaux**

**Le préfet de l'Ariège,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu** le code de l'environnement, Titre Ier du Livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les articles L. 516-1, R. 516-1 et R. 512-31 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 19 août 1970 autorisant l'exploitation du dépôt d'explosifs n° 17 sur le site de la carrière de Trimouns ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 23 août 1973 autorisant l'exploitation du dépôt d'explosifs n° 18 sur le site de la carrière de Trimouns ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 30 mars 1982 autorisant l'exploitation du dépôt de détonateurs n°1/A sur le site de la carrière de Trimouns ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 25 septembre 1990 modifié autorisant la société Talc de Luzenac à exploiter une carrière de talc sur le territoire des communes de Bestiac, Lordat, Montségur et Vernaux, jusqu'au 24 septembre 2020, modifié par l'arrêté préfectoral du 14 juin 1999 portant constitution de garanties financières ;
- Vu** le récépissé de déclaration n° 1673 délivré le 23 avril 2009 à la société Talc de Luzenac France SAS pour l'exploitation d'une installation mobile de fabrication d'explosifs (UMFE) sur le site de la carrière de Trimouns ;
- Vu** l'arrêté préfectoral portant agrément technique d'une UMFE en date du 14 juin 2011 ;
- Vu** la demande en date du 22 mars 2012 par laquelle la société IMERYS TALC LUZENAC FRANCE - dont le siège social est situé BP 11 - 09250 LUZENAC - sollicite le transfert de l'autorisation d'exploitation de carrière susvisée en sa faveur ;
- Vu** l'acte de cautionnement solidaire en date du 16 février 2012, pour un montant de 5 117 326 € (cinq millions cent dix sept mille trois cent vingt six euros), expirant le 14 juin 2014, fourni par la société IMERYS TALC LUZENAC FRANCE ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 11 avril 2012 ;
- Vu** l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, « formation spécialisée carrière », en date du 3 mai 2012 ;
- L'exploitant consulté ;**

Considérant que la demande présentée par la société IMERYS TALC LUZENAC FRANCE est recevable ;

Considérant que la société IMERYS TALC LUZENAC FRANCE présente les garanties techniques et financières nécessaires à l'exploitation d'une carrière ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de l'Ariège ,

ARRETE :

Article 1^{er} :

Est transférée à la société IMERYS TALC LUZENAC FRANCE, dont le siège social est situé BP 11- 09250 LUZENAC, l'autorisation d'exploiter une carrière de talc sur le territoire des communes de Bestiac, Lordat, Montségur et Vernaux, sur une surface d'environ 1.113 ha, incluse dans le périmètre A B B' C' D E F G H défini comme suit par référence aux coordonnées Lambert III zone Sud :

	x	y
A	556 000	53 500
B	555 000	55 000
B'	555 425,579	58 404,633
C'	557 600	59 000
D	558 200	59 000
E	558 200	58 000
F	557 600	56 500
G	557 500	55 100
H	556 500	54 700

Article 2 :

Les activités exercées sur ce site relèvent des rubriques actualisées suivantes de la nomenclature des installations classées :

N° Rubrique	Libellé Rubrique	Seuil de classement	Capacité de l'installation	Régime
1311.2	Stockage de produits explosifs	$500\text{kg} \leq Q < 10\text{t}$	9 900 kg	A
2510.1	Exploitation de carrières	/	/	A
2515.1	Broyage, concassage de pierres, cailloux, minerais et autres produits naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, la puissance installée	> 200 kW	475 kW	A
1310.3	Fabrication d'explosif en unité mobile	$Q < 100\text{kg}$	70 kg	DC
1432.2.b	Stockage en réservoirs manufacturés liquides inflammables	$10\text{m}^3 \leq Q < 100\text{m}^3$	Capacité équivalente de 11,2 m ³	DC
1434.1.b	Installation de remplissage ou de distribution: chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit équivalent maximum étant	$1\text{m}^3 \leq Q < 20\text{m}^3$ par heure	débit équivalent de 12 m ³ /h	DC
1220	Emploi et stockage de l'oxygène	$Q > 2\text{ t}$	200 kg	NC

1412.2	Stockage en réservoir manufacturé de gaz inflammables liquéfiés	Q>6 t	4 t	NC
1418	Stockage ou emploi de l'acétylène	Q>100 kg	60 kg	NC
1435	Stations services: installations ouvertes ou non au public où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans des réservoirs à carburant de véhicules à moteur: volume annuel distribué	Q>100m ³	65 m ³ /an	NC

Article 3 :

Dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté, la société IMERYS TALC LUZENAC FRANCE doit déposer un dossier de déclaration de modifications des conditions d'exploitation et de remise en état du site et, consécutivement, un calcul de nouvelles garanties financières.

Article 4 :

Toutes les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 septembre 1990 modifié s'appliquent à la société IMERYS TALC LUZENAC FRANCE.

Article 5 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif.

Conformément aux dispositions des articles L. 514-6-1 R. 514-3-1 du code de l'environnement, le délai de recours pour l'exploitant ou le demandeur est de deux mois, commençant à courir du jour où le présent arrêté lui a été notifié.

Le délai de recours pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, est de un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 6 :

Une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies de Bestiac, Lordat, Montségur et Vernaux, et à la Préfecture de l'Ariège – Bureau Elections et Police Administrative – où elle sera tenue à la disposition de toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions édictées, sera affiché dans les mairies de Bestiac, Lordat, Montségur et Vernaux, pendant une durée minimum d'un mois par les soins des maires et, en permanence, de façon visible, dans l'établissement par l'exploitant. Il est également publié sur le site internet de la préfecture.

Un avis annonçant la présente autorisation sera inséré dans deux journaux aux frais de l'exploitant.

Article 7 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, MM. les Maires de Bestiac, Lordat, Montségur et Vernaux, Mmes et MM. les inspecteurs des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Foix, le 15 JUIN 2012

P/Le préfet et par délégation
Le secrétaire général
Michel LABORIE



